ÉTATS-UNIS/VENEZUELA : LA GUERRE OU LE DEAL ?

L’université de Rouen Normandie est partenaire de The Conversation*, média en ligne proposant du contenu d’actualité élaboré avec des universitaires. À travers cette rubrique, retrouvez les articles de nos collègues.*

Alors que Donald Trump exige qu’il démissionne, Nicolas Maduro refuse pour l’instant de quitter le pouvoir. Washington brandit la menace d’une intervention armée.

Donald Trump l’a exprimé on ne peut plus clairement : il souhaite la chute du régime de Nicolas Maduro, au pouvoir au Venezuela depuis qu’il a pris en 2013 la suite d’Hugo Chavez. Pour cela, le président des États-Unis brandit diverses menaces : bombardements, opérations clandestines de la CIA, voire intervention militaire au sol. Lui qui se targue d’avoir mis fin à plusieurs guerres depuis son retour à la Maison Blanche il y a un an est-il sur le point d’en démarrer une ?

Entretien avec Thomas Posado, maître de conférences en civilisation latino-américaine contemporaine à l’Université de Rouen-Normandie

- **Une déflagration militaire entre les États-Unis et le Venezuela vous semble-t-elle aujourd’hui possible ?**

Je pense que oui, même si j’étais plutôt sceptique il y a encore peu de temps. Aujourd’hui, un tel développement est envisageable, mais sous quelle forme ? Une guerre ouverte entre les deux États et une intervention terrestre comparable à celles qu’on a connues en Irak ou en Afghanistan me semble hautement improbable. Ne serait-ce que parce que, pour envahir le Venezuela, il faudrait mobiliser au moins 100 000 hommes et il y aurait sans doute des pertes assez importantes du côté de l’US Army, ce qui ne serait pas bien pris par l’opinion publique états-unienne et, spécialement, par une bonne partie de la base trumpiste.

Les dernières interventions militaires de Washington sur le continent, c'était unilatéralement au Panama en 1989 et de manière multilatérale en Haïti en 1994. Deux petits pays de moins de 80 000 kilomètres carrés, alors que le Venezuela, c'est deux fois la France en superficie. Trump voudra sans doute éviter de plonger le pays dans un nouveau Vietnam ou un nouvel Afghanistan.

En revanche, des frappes ciblées ou des interventions terrestres extrêmement localisées — sur une raffinerie pétrolière par exemple — apparaissent comme des mesures crédibles au vu du déploiement militaire des États-Unis en mer des Caraïbes, et au vu de certaines actions que leurs forces armées ont conduites ces derniers mois — je pense notamment à leurs frappes contre l'Iran l'été dernier.

- **Trump a annoncé qu'il avait donné son feu vert à des actions clandestines de la CIA sur le territoire vénézuélien. De quoi pourrait-il s'agir, concrètement ?**

Le fait même qu'on sache publiquement que Trump autorise des opérations secrètes de la CIA montre qu'il s'agit d'une manœuvre de communication. Le principe même des opérations secrètes est qu'elles ne sont pas claironnées à l'avance ! Il faut donc voir dans la déclaration de Trump avant tout un élément de pression psychologique sur l'adversaire.

Il n'empêche que cette annonce peut aussi avoir une traduction concrète. L'assassinat de certains hauts dirigeants vénézuéliens, voire de Maduro lui-même, est difficile à écarter. On sait en tout état de cause que ce n'est pas le respect du droit international qui bloquerait Donald Trump en la matière. Il a déjà ordonné ce type d'élimination de dignitaires étrangers — par exemple, pendant son premier mandat, celle du général iranien Ghassem Soleimani. L'assassinat extrajudiciaire est une mesure qui est présente dans le répertoire d'actions des États-Unis.

Autre possibilité : endommager gravement l'économie vénézuélienne en sabotant des infrastructures pétrolières. Une grande partie de l'électricité au Venezuela vient du barrage hydroélectrique de Guri, situé dans le sud du pays. Si vous touchez ce point, vous pouvez durablement impacter le réseau électrique du pays.

- **Vous avez dit que le droit international importait peu à Trump. Mais il doit tout de même composer avec la législation de son propre pays, s'il entend s'en prendre avec force à un État étranger…**

Pour déclarer une guerre, il doit obtenir une majorité au Congrès, ce qui ne va pas de soi. Les votes sur la possibilité d'une guerre contre le Venezuela au Congrès des États-Unis sont toujours très serrés. Mais Trump tente de contourner cette règle. Il a classé comme « terroristes » des groupes comme le « Cartel de los Soles », dont il prétend qu'il serait dirigé par Maduro. En réalité, cette organisation n'existe pas vraiment, et n'a aucun lien structurel avec le gouvernement Maduro, selon les services de renseignement états-uniens eux-mêmes. Il n'empêche : Trump peut désormais prétendre qu'au Venezuela, il faut conduire une « opération antiterroriste ».

- **Il y a une dizaine de jours, Trump aurait eu une conversation téléphonique avec Maduro durant laquelle il aurait exigé que ce dernier démissionne et quitte le pays…**

Il faut se méfier des déclarations des uns et des autres, mais apparemment, Trump aurait proposé à Maduro de s'exiler en Russie sous peine de représailles militaires et Maduro lui aurait répondu qu'il serait prêt à quitter le pouvoir, mais à condition que les sanctions soient levées ; qu'une centaine de dirigeants vénézuéliens soient amnistiés des accusation états-uniennes d'atteinte aux droits humains, de trafic de drogue ou de corruption ; qu'il continue à contrôler l'armée depuis son lieu d'exil ; et que sa vice-présidente, Delcy Rodriguez, assure un gouvernement par intérim. Conditions rejetées par Trump.

Du côté du pouvoir de Caracas, on a aussi laissé entendre que la discussion a été très cordiale et que Trump aurait invité Maduro à Washington — ce qui me semble peu crédible au vu des menaces qui pèsent sur le président vénézuélien, les États-Unis ayant promis 50 millions de dollars à quiconque faciliterait sa capture ! Je vois donc mal un sommet international entre les deux hommes ; mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a des manœuvres de communication de part et d'autre.

Trump veut un changement de régime, idéalement sans intervention militaire : cela représenterait une vraie victoire diplomatique pour lui. Maduro, lui, semble éventuellement disposé à accepter de quitter le pouvoir, mais à condition que la personne qui lui succédera maintienne la continuité — pour reprendre une expression classique, il est prêt à tout changer pour que rien ne change.

- **Qu'est-ce que Maduro peut céder pour obtenir un tel développement ?**

Voilà des semaines que le camp Maduro tente de négocier pour faire baisser la pression. L'un des moyens d'y parvenir est de passer des accords préférentiels avec les entreprises états-uniennes, quitte à desserrer les liens commerciaux avec la Russie et la Chine, lesquels se sont développés ces dernières années.

L'administration Trump semble toutefois ne pas vouloir céder sur le changement de régime. Dans ce contexte, l'administration Maduro a tout intérêt à afficher sa combativité dans sa communication destinée au peuple vénézuélien : cela permet de remobiliser sa base sociale et de transformer le président impopulaire et autoritaire qu'il est en défenseur de la souveraineté vénézuélienne contre l'impérialisme états-unien. Mais on a bien conscience, à Caracas, de l'immense asymétrie des forces militaires. En cas de guerre, le premier budget militaire mondial affronterait le 57e.

- **À quel point Maduro est-il impopulaire ?**

Selon les procès-verbaux de l'opposition vénézuélienne, lors de l'élection présidentielle de 2024, officiellement remportée par Maduro, il aurait en réalité recueilli 30 % des suffrages. C'est minoritaire, mais ce n'est pas rien ! Pour autant, cela ne signifie pas que 30 % des Vénézuéliens seraient prêts à se battre pour lui, mais il y a sans doute un noyau dur qui adhère vraiment à son discours et pourrait prendre les armes le cas échéant. Nicolas Maduro parle aussi volontiers des « milices bolivariennes » qui regrouperaient selon lui 2 millions, voire 4 millions de personnes. Ces chiffres sont sans doute exagérés mais, je le répète, une intervention au sol tournerait probablement au bourbier.

- **Pourquoi cette montée des tensions intervient-elle maintenant et pas il y a six mois, ou dans six mois, par exemple ?**

Les explications sont sans doute multiples. D'une part, on peut y voir le poids croissant du secrétaire d'État Marco Rubio qui, à la différence de la partie isolationniste de l'administration Trump et du mouvement MAGA au sens large, est sur une ligne plutôt interventionniste, spécialement à l'encontre des gouvernements cubain et vénézuélien. En cela, il s'oppose à Richard Grenell, conseiller de Trump qui, quelques jours après l'entrée en fonctions de l'administration actuelle, s'était rendu à Caracas pour y négocier avec le régime de Maduro le renouvellement de l'allègement des sanctions promis par Joe Biden pour que Chevron puisse importer du pétrole vénézuélien aux États-Unis, en contrepartie de l'accord de Caracas de recevoir des vols de migrants vénézuéliens expulsés des États-Unis. Rubio semble avoir le dessus en ce moment, et il joue sans

doute une partie importante de sa carrière politique sur ce dossier. Un changement de régime au Venezuela serait un succès dont il pourrait s'enorgueillir, ce qui pourrait le propulser à la vice-présidence, voire à la présidence, dès 2028.

D'autre part, cette focalisation sur le Venezuela peut aussi répondre à la nécessité, pour Trump, de faire diversion de son incapacité à obtenir la paix en Ukraine. Enfin, il n'est pas impossible qu'il y ait aussi chez lui le calcul de détourner l'attention du grand public vers le cas vénézuélien à un moment où les révélations embarrassantes pour sa personne se multiplient dans l'affaire Epstein…

- **Qui sont ces Vénézuéliens que Trump expulse déjà et veut continuer d'expulser vers Caracas ? Ne s'agit-il pas, en partie au moins, de gens ayant quitté leur pays par hostilité envers Maduro ?**

C'est tout le paradoxe ! Cela dit, les immigrés politiques sont minoritaires même si l'immense majorité des migrants vénézuéliens sont hostiles à Maduro. Majoritairement, cette immigration est de nature économique. La plupart de ces gens sont partis à cause des conditions dramatiques dans lesquelles ils vivaient chez eux.

- **Qui sont les principaux leaders de l'opposition vénézuélienne à Maduro ?**

La tête de gondole de l'opposition, c'est Maria Corina Machado, la récente prix Nobel de la paix, qui est une dirigeante politique reconnue dans tout le pays. Elle se trouve probablement au Venezuela, mais dans la clandestinité. Edmundo Gonzalez, le candidat de l'opposition unie qui a affronté Maduro à la présidentielle de 2024, est une personne relativement âgée, relativement inconnue de la population jusqu'au scrutin de l'année dernière, qui a servi de prête-nom à l'opposition dans cette élection face aux obstacles institutionnels que le gouvernement Maduro opposait à d'autres candidats. Juan Guaido, qui s'était autoproclamé président après la présidentielle de 2018, est aujourd'hui hors jeu. Il est exilé aux États-Unis et ne semble plus en mesure de jouer un rôle majeur. Il pourrait redevenir ministre en cas de changement de régime, mais il n'est plus une figure de premier plan.

- **Si changement de régime il y a, Machado et ses alliés pourraient-ils rapidement le remplacer et mettre le pays sur une nouvelle voie ?**

Il n'est pas facile de passer de leaders dans la clandestinité à dirigeants d'un pays en proie à de très graves difficultés économiques. Il faut rappeler à cet égard que, entre 2014 et 2020, le pays a perdu 74 % de son PIB, une crise sans précédent pour un pays qui n'est pas en guerre. Depuis 2020, on a assisté à un certain redémarrage de

l'économie, du fait de l'assouplissement des sanctions promues par Joe Biden. Ce redémarrage s'est fait aussi au prix d'une dollarisation de l'économie, c'est-à-dire que l'on a essayé de redynamiser l'économie en attirant des capitaux en dollars, ce qui a d'ailleurs accru les inégalités. De fait, la situation du Venezuela reste terrible. Les salaires sont très bas, les conditions de vie sont extrêmement difficiles, avec des pénuries d'électricité, des pénuries d'eau, des pénuries d'essence… d'où d'ailleurs une émigration colossale. Près d'un quart des habitants auraient quitté le pays, essentiellement pour des États voisins, mais aussi pour les États-Unis et pour l'Espagne.

En cas de changement de régime, l'opposition arriverait avec un leadership national, oui ; mais il lui faudrait aussi tout un réseau de cadres, ce qui serait difficile à rebâtir, parce que cela fait plus de 25 ans que le chavisme est au pouvoir.

Mais de toute façon, tout cela, c'est dans le scénario rêvé où il n'y aurait pas de résistance et où le chavisme s'effacerait sans résistance. Machado exige un changement de régime total. Dans sa vision, le régime serait balayé, il y aurait une liesse populaire, les militaires fuiraient ou se convertirait en alliés du nouveau régime.

Cette vision peut sembler trop optimiste pour certains dans l'opposition, dont certains leaders, comme Henrique Capriles (candidat aux présidentielles de 2012 et de 2013), estiment qu'il faudra passer par une transition pacifique et donc par des négociations avec le camp chaviste afin d'aboutir à une réconciliation. L'opposition vénézuélienne n'est pas unie et alignée sur une seule posture.

- **Est-il encore possible que tout cela s'apaise dans les prochains jours ou dans les prochaines semaines ?**

Trump a besoin d'un changement notable à Caracas pour pouvoir se vanter d'une victoire. Maduro pourrait partir et établir à sa place un régime de transition piloté par Delcy Rodriguez, mais Rubio et l'opposition vénézuélienne veulent plus que cela. En réalité, il est très compliqué d'imaginer une option qui arrive à satisfaire à peu près toutes les parties prenantes.

Il reste qu'un deal « à la Trump » n'est pas impossible : il a déjà surpris son monde par le passé en menaçant un pays avant de s'afficher avec son leader — je pense à son rapprochement avec la Corée du Nord durant son premier mandat. Mais le Venezuela, pour la classe politique des États-Unis, pour une bonne partie de leurs électeurs latinos, notamment, revêt une importance bien plus grande que la Corée du Nord. La voie d'un règlement pacifique paraît donc à ce stade difficile à envisager…

Propos recueillis par Grégory Rayko

Thomas Posado, maître de conférences en civilisation latino-américaine contemporaine, *Université de Rouen Normandie,*
auteur, entre autres publications, de Venezuela : de la Révolution à l'effondrement. Le syndicalisme comme prisme de la crise politique (1999-2021) (Presses universitaires du Midi, 2023).

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le : 2025-12-11 09:41:31